



24 1LH 28 / 2  
(1947 - 1954)

Allocations en capital de l'État pour insuffisances  
d'exploitation des exercices de guerre -

---

(s/dossier : Entretiens Téléphoniques avec M. Milfred  
(voir dossier 9099))

COPIE

de la Réunion des Services Administratifs et Financiers  
du 10 février 1950

9036

.....  
V - Utilisation de l'excédent budgétaire éventuel de 1949  
(Suite au Memento N° 58 - Question III)

Ainsi qu'il a déjà été indiqué, il est possible que l'exercice 1949 présente un léger excédent de petit équilibre, excédent qui, en tout état de cause, sera inférieur au montant des charges de grand équilibre, non encore incorporées (article 19 de la Convention du 31 août 1937).

Il ne paraît pas possible de donner à l'excédent en cause l'emploi prévu à l'article 24, c'est-à-dire d'en affecter une moitié au remboursement des avances article 25 de l'exercice et l'autre moitié à la constitution du Fonds de réserve. En effet, cette procédure reviendrait à admettre que le compte annuel d'exploitation est en excédent et, dans ces conditions, on ne voit pas comment serait couverte la portion des charges de grand équilibre non encore incorporée, puisque les avances de l'article 25 sont versées par l'Etat en vue de financer l'insuffisance du compte d'exploitation qui, par hypothèse, a été considéré comme étant en excédent.

Au surplus, la même situation s'est déjà présentée pour l'exercice 1942 dont l'excédent de petit équilibre, dégagé par arrêté ministériel à la suite d'un redressement de compte, a été utilisé en totalité à couvrir des charges de grand équilibre, sans faire jouer l'article 24.

Dans ces conditions et bien qu'en toute logique, il eût semblé normal que le compte d'exploitation de 1949 reflétât exactement la situation particulière de cet exercice en ce qui concerne la non incorporation dans l'équilibre budgétaire d'une partie des charges de grand équilibre, il apparaît que ce compte devrait comprendre l'intégralité de ces charges. L'excédent éventuel de petit équilibre serait donc utilisé à leur couverture.

.....

de la Réunion des Services Administratifs et Financiers  
du 15 septembre 1949

9036

.....  
II - Incidence de l'Avenant du 30 juillet 1949 sur les dettes de la S.N.C.F. envers l'Etat -

Le nouveau texte de l'article 24 a indiscutablement pour conséquence de faire disparaître la dette qu'avait la S.N.C.F. envers l'Etat au titre des avances faites par le Trésor au Fonds Commun.

Par contre, les avances faites en vertu de l'article 25 depuis 1938 (charges de grand équilibre) sont visées dans la nouvelle rédaction et restent en conséquence à rembourser par la S.N.C.F.

En ce qui concerne les allocations en capital prévues par la Convention du 9 septembre 1939 (déficits de guerre), la nouvelle rédaction de l'article 24 ne les vise pas explicitement. Cependant l'examen des textes tend à montrer qu'elles restent remboursables sur les excédents des exercices futurs. Toutefois, étant donné que le nouveau texte prévoit pour l'Etat une participation aux excédents futurs, participation qu'il n'avait pas dans la rédaction antérieure, on peut se demander si cet avantage nouveau qui lui a été consenti n'a pas, à titre de forfait, été racheté par l'abandon du droit à remboursement des allocations en cause.

D'ailleurs, il apparaît que de toute manière les droits de l'Etat sur les excédents éventuels du compte d'Exploitation s'apparentent bien plus à ceux d'un porteur de parts bénéficiaires qu'à ceux d'un créancier. Du point de vue comptable, on pourrait donc très bien concevoir que les comptes avec l'Etat ne figurent plus au Bilan, mais fassent l'objet d'une présentation à part.

M. de LESPINOIS Préparera, en liaison avec les Services F, B et X, une note sur l'ensemble de la question.

Cette note sera soumise à M. le Président, sous couvert de M. le Secrétaire Général.

.....



S.N.C.F.

Proposé, le

F.D. no 25 bis

27.4.48

Le Chef du Service de la Comptabilité  
Générale et des Finances,

Signé : Thomas

11 MAI 1948

Le Président du  
Conseil d'Administration

D 6112

2

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une copie de la lettre que j'adresse, ce jour, à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports en vue du règlement, par imputation sur le montant des avances - article 27 de la Convention du 31 août 1937 - des sommes ci-après :

- Allocation en capital de l'Etat  
(Convention du 9 septembre 1939,  
article 2), valeur 31 mars 1948 ... 3.564.002.186,1
  - Avances du Trésor (Convention  
du 31 août 1937 - article 25,  
2ème alinéa), valeur 31 mars  
1948 ..... 4.584.521.842,2
- 8.148.531.028,3

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du  
Conseil d'Administration,

Signé :

Monsieur René MAYER,  
Ministre des Finances et des  
Affaires Economiques.

S.N.C.F.

Le Président  
du Conseil d'Administration

COPIE CONFORME  
à l'ORIGINAL

Service de la Comptabilité  
Générale et des Finances

2.6112  
2

F D n° 25  
Proposé, le 27 AVR 1948  
Le Chef du Service de la Comptabilité  
Générale et des Finances,  
Monsieur THOMAS

11 MAI 1948

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, sous réserve de l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale des Actionnaires, le déficit de l'exercice 1947 ressort à F 3.554.009.156,1

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la Convention du 9 septembre 1939, cette insuffisance devra être couverte par une allocation en capital inscrite au budget de l'Etat.

A cette allocation, devra s'ajouter, aux termes du premier alinéa de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937, une avance directe en capital du Trésor correspondant au montant des charges financières non incorporées au budget d'exploitation, soit, au titre de l'exercice 1947, F 4.554.521.848,2.

Toutefois, la S.N.C.F. étant débitrice d'avances du Trésor consenties en exécution des dispositions de l'article 27 de la Convention du 31 août 1937, je vous serais très obligé de faire prendre les dispositions utiles pour que les sommes ci-dessus soient imputées valeur 31 mars 1948 en atténuation des dites avances.

J'adresse copie de la présente lettre à M. le Ministre des Finances.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président  
du Conseil d'Administration,  
Signé : Marcel FLOURET

Monsieur Christian PINHAU

Ministre des Travaux Publics et des Transports  
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports

344, Boulevard Saint-Germain,  
PARIS (7<sup>e</sup>)

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION

SERVICES FINANCIERS

T.A. n° 739  
12 OCT. 1940  
le 12 OCT. 1940  
Proposé, le  
Services Financiers

19

Le Directeur des Services Financiers,  
Monsieur le Ministre,

Ainsi que vous le savez, la S.N.C.F. a, de fait, exploiter, depuis le début du mois de juillet 1940, le l'ancien réseau d'Alsace et de Lorraine. Il nous paraît équitable que son compte d'exploitation ne soit parti à partir d'une date qui pourrait être fixée au 30, diverses charges qui lui incombent en tant que ces lignes.

Dans l'esprit de ce qui précède, j'ai l'honneur de vous adresser à votre approbation les propositions de principe sur lesquelles nous vous serions obligés de bien vouloir donner votre accord:

12) L'ancien Réseau A.L., substitué à l'Etat français, supportait la charge de l'annuité de 20.500.000 Fr. due à la de l'Est, conformément à la Convention du 27 juin 1871, entre l'Etat et cette Compagnie, en vue de compenser la perte subie par celle-ci du fait de la cessation survenue en 1871 de l'exploitation des lignes d'Alsace et de Lorraine. Lors de la constitution de la S.N.C.F., le service de cette annuité a été supprimé par suite de la confusion du débiteur et du créancier, mais une situation comparable à celle de 1871 se retrouvant maintenant, le versement de cette annuité par l'Etat serait à rétablir au profit de la S.N.C.F.

20) La S.N.C.F., en tant que successeur du Réseau A.L., versait à l'Etat une annuité de 41.300.000 Fr. au titre de la plus-value acquise par le Réseau A.L. de 1871 à 1918, ainsi qu'une annuité de 14.458.000 Fr. en remboursement des avances faites au Réseau A.L. pour la couverture des dépenses d'établissement de 1919, 1920 et 1921. Ces deux annuités ne seraient plus par la S.N.C.F.

32) Les charges des emprunts de toute nature couvrant les dépenses d'établissement de la S.N.C.F. au titre des lignes de l'ancien Réseau A.L. seraient remboursées à la S.N.C.F. par l'Etat, qu'il s'agisse de dépenses antérieures ou postérieures à la constitution de la S.N.C.F.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.

Ac 164401

*Handwritten notes:*  
L'ancien Réseau A.L. a été exploité par la S.N.C.F. depuis le début du mois de juillet 1940.  
Il nous paraît équitable que son compte d'exploitation ne soit parti à partir d'une date qui pourrait être fixée au 30.  
diverses charges qui lui incombent en tant que ces lignes.  
Dans l'esprit de ce qui précède, j'ai l'honneur de vous adresser à votre approbation les propositions de principe sur lesquelles nous vous serions obligés de bien vouloir donner votre accord.



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
Le 15 janvier 1941. Dans ces dépenses seraient comprises celles  
de matériel et d'approvisionnement, cédées, au même titre que ci-  
dessus, par la S.N.C.F. aux autorités occupantes.

Les modifications de prises de charge visées aux trois  
points ci-dessus interviendraient, comme prévu plus haut, à la  
date du 30 juin 1940, étant entendu, par mesure de simplification  
que, pour l'exercice 1940, les charges en cause seraient suppor-  
tées, moitié par l'Etat, moitié par la S.N.C.F. Les nouvelles rè-  
gles ne seraient appliquées intégralement qu'à partir de l'exer-  
cice 1941.

Dans ce qui précède, il n'a pas été, à dessein, question de  
l'annuité versée par l'Etat à la S.N.C.F. au titre des dettes et  
créances réciproques de l'Etat et du Réseau A.L. Cette annuité  
doit, en effet, continuer à être réglée à la S.N.C.F. comme par  
le passé, puisqu'elle représente les charges d'intérêt et d'amo-  
tissement du solde de règlements effectués par le Réseau A.L.  
pour le compte de l'Etat, ce solde étant, en attendant son amor-  
tissement progressif, couvert par des ressources de trésorerie  
de la S.N.C.F.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes  
sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

2°) La S.N.C.F., en tant que concessionnaire de la  
S.N.C.F. a l'Etat une annuité de 41.800.000 F. en 1931  
valant acquise par le Réseau A.L. de 1871 à 1931.  
annuité de 14.458.000 F. en remboursement des  
au Réseau A.L. pour la couverture des dépenses  
de 1918, 1920 et 1931. Ces deux annuités ne sont  
par la S.N.C.F.

3°) Les charges des emprunts de toute nature  
contractés par la S.N.C.F. au titre de la  
l'ancien Réseau A.L. seraient remboursées à la  
l'Etat, qu'il s'agisse de dépenses antérieures à 1931

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.

D n° 25-<sup>61</sup>

Proposé le, 27 AVRIL 1948

S.N.C.F.

Le Chef du Service de la  
Comptabilité Générale et des Finances,

Signé : THOMAS

Le Président du  
Conseil d'AdministrationService de la Comptabilité  
Générale et des Finances

11 MAI 1948

D. 6112/2

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une copie de la lettre que j'adresse, ce jour, à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports en vue du règlement, par imputation, valeur 31 mars 1948, sur le montant des avances consenties par le Trésor à la S.N.C.F. en exécution des dispositions de l'article 27 de la Convention du 31 août 1937, des sommes ci-après afférentes à l'exercice 1947 :

- Allocation en capital de l'Etat (Convention du 9 septembre 1939, article 2) .....	3.564.009.186,1
- Avances du Trésor (Convention du 31 août 1937 - article 25, 2ème alinéa) .....	4.584.521.842,2
	<u>8.148.531.028,3</u>

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du  
Conseil d'Administration,  
Signé : Marcel FLOURET

Monsieur René MAYER  
Ministre des Finances et des  
Affaires Economiques  
Rue de Rivoli - PARIS.



Proposi

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous  
faire savoir  
mesdits comptes qui, sur votre  
de l'approbation des comptes de  
l'exercice 1947 par l'Assemblée générale  
de l'Association, le 29 mai de  
l'exercice 1947 montant à 3.564.009.186,1

Conformément aux dispositions de  
l'art. 2 de la Convention du 9 septembre  
1939, cette insuffisance devra être  
couvert par une allocation et  
capital inscrit au budget de l'Etat.

Cette allocation, devra s'opérer,  
aux termes du premier alinéa de  
l'art. 35 de la Convention du  
31 août 1937, sur avances de  
et capital du Trésor, imputant  
au Ministère des Travaux Publics

au montant des charges fiscalement  
non incorporées au budget d'exploitation  
de 1947, le montant net  
seule au titre du régime 1947.

(4.584.521.842,2

Toutefois la JNC dans  
le but de l'avance du Trésor  
art 27 de la loi du 31.12.1937  
je vous prie de bien vouloir  
faire prendre toutes dispositions utiles  
pour que les sommes ci-dessus  
soient <sup>imputées</sup> payées avant le 31 mars 1948  
et attestation des dites avances.

J'adresse copie de la présente  
lettre à M. le Ministre de Trésorerie.

Veuillez agréer, M. le Ministre,  
l'assurance de ma haute considération.

Paul L. C.

~~Adm.~~

Propose

M. le Ministre

J'ai l'honneur de vous adresser  
ci-joint une copie <sup>de la</sup> du ~~document~~ <sup>de la</sup> ~~document~~ <sup>de la</sup>  
titre que j'ai adressé en 1937 à M. le  
Ministre des Travaux Publics et des  
Transports, au sein du <sup>comité</sup> ~~comité~~ <sup>de la</sup> ~~comité~~ <sup>de la</sup>  
par implication, sur le montant  
des avances, article 21 de 31 août 1937)

Les documents ci-après :

~~Avances des dépenses de~~

~~travaux programmées spéciales~~

~~dépenses programmées, Comptes de~~

~~8 janvier 1947 (valeur 1-7-1947) 11.335.156.661,55~~

~~Allocation en capital de~~

~~l'Etat (Comptes de 9~~

~~septembre 1939 article 2)~~

valeur 31 Mars 1948 3.564.609.186,1

~~Avances du Trésor (Comptes~~

~~du 31 août 1937, article 4~~

~~2<sup>e</sup> série) valeur 31 Mars 1948 4.584.521.842,2~~

~~soit total~~

~~13.483.667.679,8~~



9036

Le Président du  
Conseil d'Administration.

Service de la  
Comptabilité générale  
et des Finances

Proposé le 17 Mai 1947.  
Le Chef du Service de la Comptabilité  
générale et des Finances,  
signé : Gabriel Thomas

D. 631/12

20 Mai 1947

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint copie de la lettre  
de ce jour à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports,  
lettre relative aux versements restant à effectuer à la S.N.C.F.  
par le Trésor en 1947 au titre de l'insuffisance du compte de  
liquidation de l'exercice 1946.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes  
sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil  
d'administration

signé : FLOURET

Monsieur le Ministre des Finances -  
Direction du Trésor - 4ème Bureau -

La Président du  
Conseil d'Administration

Service de la Comptabilité  
générale et des Finances

Monsieur le Ministre,

D 631/12

Par ma lettre du 31 Décembre 1946, j'ai eu l'honneur de vous de-  
mander de faire créditer la S.N.C.F. à son compte 27-28 au Trésor  
Public, valeur 15 de chacun des mois de Janvier à Mai 1947, d'une somme  
de Frs ..... 910.000.000,-  
au titre des cinq premiers versements de l'Etat pour la couverture  
de l'insuffisance du compte de liquidation de la S.N.C.F. de l'exer-  
cice 1946.

Le dernier versement effectué, valeur 15 Juin 1947, devait être  
fixé en tenant compte des résultats définitifs de la liquidation de  
l'exercice 1946.

Il résulte de l'arrêté des comptes de l'exercice que le  
déficit de l'exercice 1946 se chiffre à frs ..... 1.336.438.066,4

Le montant des charges financières non incorpo-  
rées au budget d'exploitation de 1946 s'élevant  
d'autre part à frs ..... 4.438.506.209,9

le montant total des versements à effectuer par  
l'Etat à la S.N.C.F. au titre de l'insuffisance de  
l'exercice 1946, est de frs ..... 5.774.944.276,3

La somme des cinq versements annuels effectués  
de Janvier à Mai 1947 s'élevant à frs ..... 4.550.000.000,-

le versement à effectuer, valeur 15 Juin, pour solde,  
doit s'élever à Frs ..... 1.224.944.276,3

Je vous serais très obligé de faire prendre les dispositions utiles  
pour que la S.N.C.F. soit créditée de ce montant, à son compte 27-28 au  
Trésor Public, valeur 15 Juin 1947.

J'adresse copie de la présente à M. le Ministre des Finances.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes  
sentiments de haute considération.

Le Président  
du Conseil d'Administration  
signé : FLOURET

Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Transports  
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports.

31 Décembre 1946

Service de la Comptabilité  
Générale et des Finances

D 631  
12

Monsieur le Ministre,

Par lettre D 631/12 du 6 Décembre 1946, j'ai eu l'honneur de vous présenter les résultats probables de l'exercice 1946 tels qu'ils résultent de nos dernières évaluations et qui conduisent à un déficit pouvant être actuellement chiffré à 1.078 millions.

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la Convention du 9 Septembre 1939, cette insuffisance devra être couverte par une allocation en capital inscrite au budget de l'Etat, allocation qui donnera lieu à des versements réguliers échelonnés entre le 1er Janvier et le 30 Juin 1947.

A cette allocation devra s'ajouter, aux termes du premier alinéa de l'article 25 de la Convention du 31 Aout 1937, une avance directe en capital du Trésor, correspondant au montant des charges financières non incorporées au budget d'exploitation de 1946, actuellement évaluées à 4.387 millions. Cette avance doit également donner lieu à des versements réguliers échelonnés entre le 1er Janvier et le 30 Juin 1947.

En conséquence, je vous serais très obligé de faire prendre les dispositions utiles pour que la S.N.C.F. soit créditée à son compte 27-28 au Trésor Public, valeur 15 de chacun des mois de Janvier à Mai 1947 inclus, d'une somme que je vous propose de fixer à 910 millions.

Le dernier versement à effectuer valeur 15 Juin 1947 serait déterminé en tenant compte des résultats définitifs de la liquidation de l'exercice 1946.

J'adresse copie de la présente lettre à M. le Ministre des Finances.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération,

Le Président  
du Conseil d'Administration,

signé : Marcel FLOURET

Monsieur le Ministre des Travaux Publics  
et des Transports  
(Direction générale des Chemins de fer et des Transports)



Monsieur Wetlas

de la part de M. BERNARD

M

Lequionie

18145

81

21 Décembre 1944.

F. n° 3064 A

Proposé le 19 Décembre 1944  
Le Directeur des Services Financiers,  
Signé : G. Gabriel THOMAS.

Services Financiers

631/10

Monsieur le Ministre,

J ai l'honneur de vous remettre ci-joint copie de ma lettre de ce jour à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports, lettre relative aux versements à effectuer à la S.N.C.F. par le Trésor en 1945 au titre de l'insuffisance du compte de liquidation de l'exercice 1944.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président  
du Conseil d'Administration,  
Signé : FOURNIER

Copie transmise à  
M. RENDU, Inspecteur Général des Finances,  
Chef de la Mission du Contrôle Financier des  
Chemins de fer  
Paris, le 23 Décembre 1944  
Le Directeur des Services Financiers,  
Signé : BERNARD.

Copie transmise à M. MIFFRED, Chargé d'études  
à la Direction du Trésor, Ministère des Finances.  
Paris, le 23 Décembre 1944  
Le Directeur des Services Financiers,  
Signé : BERNARD.

Monsieur le Ministre des Finances.

21 Décembre 1944

F1 n° 3063 A

Proposé, le 19 Décembre 1944

Le Directeur des Services Financiers,  
Signé : G. Gabriel THOMAS.



Services Financiers

Monsieur le Ministre,

631/10

Par ma lettre du 7 décembre 1944, j'ai eu l'honneur de vous présenter les résultats de la revision, au 1er octobre 1944, du budget d'exploitation de la S.N.C.F. pour l'exercice 1944.

Il ressort de ces évaluations que le déficit probable de l'exercice 1944 peut être actuellement chiffré à 18.273,7 millions.

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la Convention du 2 septembre 1939, cette insuffisance devra être couverte par une allocation en capital inscrite au budget de l'Etat allocation qui donnera lieu à des versements réguliers échelonnés entre le 1er janvier et le 30 juin 1945.

A cette allocation devra s'ajouter, aux termes du premier alinéa de l'article 25 de la Convention du 31 Août 1937, une avance directe en capital du Trésor, correspondant au montant des charges financières non incorporées au budget d'exploitation de 1944, actuellement évaluées à 4.023 millions. Cette avance doit également donner lieu à des versements réguliers échelonnés entre le 1er janvier et le 30 juin 1945.

En conséquence, je vous serais très obligé de faire prendre les dispositions utiles pour que la S.N.C.F. soit créditée à son compte 27-28 au Trésor Public, valeur 15 de chacun des mois de janvier à mai 1945 inclus, d'une somme que je vous propose de fixer à 3.710 millions.

Le dernier versement à effectuer valeur 15 juin 1945 serait fixé en tenant compte des résultats définitifs de la liquidation de l'exercice 1944.

J'adresse copie de la présente lettre à M. le Ministre des Finances.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président  
du Conseil d'Administration,  
Signé : FOURNIER.

Monsieur le Ministre  
des Travaux Publics et des Transports  
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports.



Pour chacun de ces comptes voir dossier des comptes:

- n<sup>os</sup> 4560 et 4561 - Dividendes du Trésor (convention du 31 août 37 - article 25, 1<sup>er</sup> alinéa)
- 4562 et 4563 - Allocation en capital de l'Etat (art II c de la convention du 9.9.1939)
- 5710 et 5711 - Charges financières non incorporées dans l'équilibre budgétaire (convention du 31 août 1937 - article 25, 1<sup>er</sup> alinéa)
- 5712 et 5713 - Insuffisance du compte de liquidation (art II c de la conv. du 9.9.1939)

D 631/10

Monsieur le Ministre,

.....

Pour 1944, nous nous trouvons en présence d'une situation qui avait été prévue par les rédacteurs de la Convention de 1939; conformément aux dispositions de l'article 2 de cette Convention, l'insuffisance du compte de liquidation devra être couverte par une allocation en capital inscrite au budget de l'Etat et remboursable sans intérêts sur les excédents éventuels des exercices ultérieurs.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1944

1<sup>re</sup> Partie

Allocation en capital à recevoir de l'Etat (Article II e de la Convention du 9 septembre 1939).

BUREAU de la LIQUIDATION  
DOSSIER  
N° 9036

COMPTES AVEC L'ETAT

Insuffisance du compte de liquidation (Article II e de la Convention du 9 septembre 1939). 5712 et 5713

Charges financières non incorporées dans l'équilibre budgétaire (Convention du 31 août 1937 - Article 25, 1er alinéa). 5714 et 5715

Allocation en capital de l'Etat (Article II e de la Convention du 9 septembre 1939). 5712 et 5713

Avances du Trésor (Convention du 31 août 1937 - Article 25, 1er alinéa). 5716 et 5717



BILAN AU 31 DECEMBRE 1944

1<sup>re</sup> Partie

Allocation en capital à recevoir de l'Etat (Article II e de la Convention du 9 septembre 1939).

COMPTES AVEC L'ETAT

Insuffisance du compte de liquidation (Article II e de la Convention du 9 septembre 1939).

Charges financières non incorporées dans l'équilibre budgétaire (Convention du 31 août 1937 - Article 25, 1er alinéa).

Allocation en capital de l'Etat (Article II e de la Convention du 9 septembre 1939).

Avances du Trésor (Convention du 31 août 1937 - Article 25, 1er alinéa).



- 9 JANV 1953

*cti gh*

*Sernat*

(Chemins de fer)

LE DIRECTEUR DU TRÉSOR,

à Monsieur l'Inspecteur Général des Finances  
chargé du Contrôle financier des Chemins  
de fer

90 Rue Saint-Lazare 90

P A R I S

(9e)

*Copie pour  
Amities  
Edme*

- A/s. des allocations en capital dues  
à la S.N.C.F. en application de la  
Convention de 1939 (exercices 1943  
et postérieurs).-

J'ai l'honneur de vous rappeler que divers  
arrêtés du Ministre des Travaux Publics portant règlement  
définitif des comptes de la S.N.C.F. ont prescrit le verse-  
ment à celle-ci pour les exercices 1943 à 1946 d'une somme  
globale de Frs : 4.139.901.648 représentant le reliquat  
du montant des allocations en capital dû par l'Etat en  
application de l'article 2 de la Convention du 9 Septembre  
1939, (annexe au rapport n° 4689 de la Commission de Véri-  
fication).

Aucune avance de trésorerie prévue par l'ar-  
ticle 27 de la convention de 1937 n'ayant été allouée à la  
S.N.C.F. pendant la période considérée, il ne peut être  
question d'effectuer le règlement de la dette susvisée de  
l'Etat par une contraction des dites avances. Il apparaît  
donc indispensable de faire verser effectivement à la  
S.N.C.F. les sommes dont il s'agit par imputation sur un  
crédit budgétaire (exercices clos et périmés).

Les crédits budgétaires dont il s'agit devant  
figurer au budget du Ministère des Travaux Publics, je  
vous serais obligé de vouloir bien inviter ce Département  
à demander l'inscription des crédits budgétaires dans le

1 copie de cette lettre est classée au bord. dossier du 9.036. Entretien téléphonique avec M. Miffard  
1 — 30 — au dossier du compte n° 50.90 (Av. art 27)  
1 — 30 — — 13.8 (Règlement à intervenir)

*me monter comme  
l'indication des travaux  
sans faire état la fin  
l'Etat  
cette question  
au 26/1/53  
classé*

(1) en précisant le  
chiffre par année  
(de 1943 à 1946)



prochain projet de crédits spéciaux d'exercices périmés.

J'attacherais du prix à être tenu informé de la suite que vous aurez réservée à la présente communication.

LE DIRECTEUR DU TRÉSOR,

Pour le Directeur  
L'Administrateur Chef du Service

Signé : E. MIFFRED



*Ab. Bernard  
Prière de remettre au tableau demandant  
par exercice la situation de couverture de nos  
insuffisances d'exploitation pour les exercices non  
encore réglés de fin d'exercice ainsi que la situation de  
nos avances article 27*

*J: 9.99 - C/5090*

*28-12  
Paraph: Laguerre.*

Entretien téléphonique  
avec M. MIFFRED, de la Direction du Trésor

Ainsi que nous en avons convenu au début du présent mois, je téléphone à M. MIFFRED pour lui confirmer la demande de la S.N.C.F. concernant le versement des 5 Mds d'avances "article 27" prévus par la loi des comptes spéciaux de l'exercice 1954. J'indique que, compte tenu du versement cash des impôts dus au 25 décembre (au lieu du règlement par obligations cautionnées à 3 mois), les disponibilités de la S.N.C.F. à fin décembre paraissent devoir être de l'ordre de 3 à 4 Mds, après encaissement des 5 Mds d'avances "article 27", versement dont je propose de fixer la date au 30 décembre.

M. MIFFRED, rappelant en cela ses propos du début du mois, me fait part des difficultés qu'éprouve la Direction du Trésor à l'égard, tant de la Cour des Comptes que des Commissions parlementaires des Finances lorsqu'elle verse des avances "article 27" à la S.N.C.F. en excédent des sommes à recevoir par celle-ci au titre des subventions annuelles d'équilibre. Or, à cet égard, quelle est la situation des avances "article 27" existantes ? Après imputation, non encore effectivement réalisée, faute du vote du crédit utile, des 8 Mds restant à recevoir au titre de la subvention d'équilibre complémentaire pour l'exercice 1952, le montant des avances "article 27" est à ce jour de 13 Mds environ, montant qui se trouvera atténué de 5,5 Mds à la suite des redressements de liquidation des exercices 1947 à 1950. Reste donc un solde de 7,5 Mds en chiffres ronds (qui serait porté à 12,5 Mds en cas de versement des 5 Mds envisagés), ne trouvant pas sa justification dans des compléments de subvention d'équilibre à recevoir. De ce fait, M. MIFFRED est très réticent pour faire donner satisfaction à notre demande.

Sur l'observation que je lui fais au sujet du retard de couverture par l'Etat de l'insuffisance de l'exercice courant, M. MIFFRED se déclare en définitive d'accord sur le versement par le Trésor de la somme de 5 Mds, le 29 décembre, au titre d'avances "article 27", sous la condition que la S.N.C.F. reverse la dite somme dès que, après le vote du collectif 1954, elle aura reçu un complément de subvention d'équilibre couvrant complètement l'insuffisance de son exercice 1954. Il serait bien entendu que, si, pour une raison quelconque, le complément de subvention d'équilibre demeurerait inférieur à la somme nécessaire pour que l'insuffisance soit entièrement couverte, le

*Mais il n'y  
a pas application de la  
Convention*

*fait cependant  
de perdre le bien-être  
d'article 27 de la  
Convention.*

reversement des avances "article 27" serait réduit lui-même en conséquence. Il est entendu que la Direction du Trésor va nous écrire dans ce sens.

Restera, pour apurer complètement les avances "article 27", à amortir le solde de 7,5 Mds dont il a été parlé précédemment. Donnant mon accord de principe à cet apurement, je signale à M. MIFFRED qu'un moyen de le réaliser pourrait être trouvé dans le versement complémentaire que l'Etat va devoir à la S.N.C.F., au titre de sa contribution aux dommages de guerre, par application de la récente loi. Selon des premières estimations, qui ont été portées à la connaissance du Contrôle Financier, après virement, au compte de l'Etat, de ressources d'emprunt d'un montant de l'ordre de 18 Mds, c'est en effet à une somme de l'ordre de 7 Mds qu'on peut chiffrer le solde de la créance de la S.N.C.F. sur l'Etat au titre des dépenses des exercices 1954 et antérieurs.

(s) BERNARD

Ne rien faire  
un précédent garant  
Paraph. Leguac

Re peut-on établir une  
situation précise pour la  
conversion de ces dommages?  
(par service)  
Paraph. Leguac  
1er sem. 55  
le 7.1.55

9036

Entretiens Téléphoniques avec M. Miffred



9 janvier 1953

Direction du Trésor

LE DIRECTEUR DU TRÉSOR

(Chemins de fer)

à Monsieur l'Inspecteur Général des Finances  
chargé du Contrôle financier des Chemins  
de fer  
90, rue Saint-Lazare, 90  
PARIS (9ème)

Copie pour M. BERNARD  
Amitiés  
E. MIFFRED

-A/s des allocations en capital dues à la S.N.C.F.  
en application de la Conv. de 1939 (Ex. 1943 et postérieurs)

J'ai l'honneur de vous rappeler que divers arrêtés du Ministère des Travaux Publics portant règlement définitif des comptes de la S.N.C.F. ont prescrit le versement à celle-ci pour les exercices 1943 à 1946 d'une somme globale de F 4.139.901.648 représentant le reliquat du montant des allocations en capital dû par l'Etat en application de l'article 2 de la Convention du 9 septembre 1939 (annexe au rapport N° 4689 de la Commission de Vérification).

Aucune avance de trésorerie prévue par l'article 27 de la Convention de 1937 n'ayant été allouée à la S.N.C.F. pendant la période considérée, il ne peut être question d'effectuer le règlement de la dette susvisée de l'Etat par une contraction des dites avances. Il apparaît donc indispensable de faire verser effectivement à la S.N.C.F. les sommes dont il s'agit par imputation sur un crédit budgétaire (exercices clos et périmés).

Les crédits budgétaires dont il s'agit devant figurer au budget du Ministère des Travaux Publics, je vous serais obligé de vouloir bien inviter ce Département à demander l'inscription des crédits budgétaires dans le prochain projet de crédits spéciaux d'exercices périmés. (1)

J'attacherais du prix à être tenu informé de la suite que vous aurez réservée à la présente communication.

Le Directeur du Trésor  
signé : E. MIFFRED

Me montrer comment  
s'inscrivent les sommes  
dont fait état la présente  
lettre parmi toutes celles  
qui figurent au compte d'Exploitation.  
paraphé : BERNARD  
Classer  
paraphé : RANGOTTE

(1) en précisant le chiffre par année  
(de 1943 à 1946)

COPIE

l'original de  
cette lettre est  
classé au  
dossier 9036

F

COPIE

Entretien Téléphonique de M. BERNARD  
avec M. MIFFRED, de la Direction du Trésor

M. BERNARD signale qu'il a provoqué cet entretien en vue de fixer la date précise à laquelle le compte S.N.C.F. à l'Agence Comptable Centrale sera crédité de la somme de 8 milliards au titre des acomptes-reconstitution. Cette somme figure dans les prévisions de trésorerie de la S.N.C.F. pour le mois de juin et a dû faire l'objet d'un Rapport du Contrôle Financier à la Direction du Trésor dans les conditions habituelles.

M. MIFFRED confirme la réception d'un Rapport du Contrôle Financier (n° 1.115 du 14 juin 1952) à ce sujet, mais il signale que ce Rapport comporte les considérations particulières suivantes.

D'une part, le Contrôle Financier, s'appuyant sur les termes de la loi qui a ouvert un crédit d'acomptes-reconstitution pour la S.N.C.F. en 1952, estime qu'il ne peut être prélevé sur ce crédit qu'à raison des dépenses faites en 1952 par la S.N.C.F. au titre de la reconstitution. Selon les derniers chiffres connus, le Contrôle Financier évalue ces dépenses à 9.182 millions, d'où il dégage une faculté d'acomptes s'élevant en chiffres ronds à 7.700 millions.

D'autre part, le Contrôle Financier laisse juge la Direction du Trésor de la somme à verser effectivement à la S.N.C.F. dans les prochains jours, en considération de ses besoins réels de trésorerie.

Sur le premier point, M. BERNARD manifeste son étonnement de l'interprétation restrictive donnée, à son insu, par le Contrôle Financier aux dispositions légales, interprétation qu'il se réserve d'examiner de plus près en comparant les termes employés par les lois de finances successives, mais qui, en tout état de cause, si elle était retenue, aboutirait à laisser sans droit à acomptes de l'Etat les dépenses de reconstitution engagées par la S.N.C.F. dans les derniers mois de chaque exercice. M. MIFFRED, qui partage l'avis ainsi exprimé par M. BERNARD, recommande à celui-ci de se rapprocher du Contrôle Financier à l'effet de le faire revenir sur cette interprétation qui ne paraît pas conciliable avec les faits.

Sur le second point, M. MIFFRED indique que, étant donné la surveillance particulièrement étroite dont fait actuellement l'objet le compte de la S.N.C.F. au Trésor de la part des Commissions parlementaires, il y a lieu d'éviter les soldes créditeurs trop élevés en fin de mois à ce compte. Il pense que cela est sans inconvénient pour la S.N.C.F., puisque l'ordonnancement des acomptes-reconstitution peut se faire dans un délai très bref dans la limite du crédit ouvert par la loi. Il propose, dans ces conditions, à M. BERNARD de limiter à 3 milliards le versement d'acomptes-reconstitution qui serait effectué, valeur 27 juin, au crédit du compte S.N.C.F. à l'Agence Comptable

.....

Centrale, ce qui, selon les prévisions actuelles de trésorerie, laisserait un solde à fin juin du même ordre de grandeur. M. BERNARD se déclare d'accord, sous la réserve, admise par M. WIFFRED, que, en cas de besoin dans les tout derniers jours de juin ou dans les premiers jours de juillet, un complément d'acomptes serait versé à la S.N.C.F. si la situation de trésorerie de celle-ci était de nature à l'exiger.



Entretien téléphonique  
avec M. MIFFRED, de la Direction du Trésor

COPIE

M. MIFFRED me confirme que le compte de la S.N.C.F. au Trésor va être incessamment crédité de la somme de 18 milliards, prélevée sur le crédit de 20 milliards ouvert par la loi du 24 mai 1951 au titre de subvention complémentaire d'équilibre pour l'exercice 1951.

En ce qui concerne le reversement susceptible d'incomber à la S.N.C.F., si les résultats définitifs d'exploitation de l'exercice 1951 font apparaître un montant à couvrir inférieur à 18 milliards, M. MIFFRED indique que, à son sens, il ne lui paraît pas nécessaire de prévoir que ce reversement doive avoir lieu dès arrêté des comptes du dit exercice.

Ce reversement est, en somme, de la nature des règlements de comptes à intervenir entre l'Etat et la S.N.C.F. après clôture définitive des comptes par les soins de la Commission de Vérification des Comptes.

Or, pour les exercices déjà arrêtés définitivement par la dite Commission, les règlements ont jusqu'à ce jour été différés, si bien que, compte tenu de l'arrêté prochain de l'exercice 1947, les sommes à recevoir par la S.N.C.F. vont s'élever à plusieurs milliards (1).

Dans la mesure où le reversement éventuel (2) de la S.N.C.F. au titre de la subvention d'équilibre de l'exercice 1951 n'excéderait pas le montant des versements à faire par l'Etat à la S.N.C.F. au titre des exercices clos, le dit reversement pourrait être reporté jusqu'à l'arrêté définitif des comptes de l'exercice 1951 par la Commission de Vérification des Comptes.

A ce moment, il suffira de demander au Parlement de simples crédits de régularisation pour qu'il puisse être procédé, dans les écritures du Trésor, aux compensations utiles.

(s) BERNARD

- 
- (1) A la vérité, l'origine de ces sommes est essentiellement dans la réduction à 5% du taux de frais généraux applicable aux dépenses de reconstitution et leur contrepartie se trouve dans les acomptes reçus du Trésor à ce titre sur chiffres provisoires
- (2) Solde du compte "Subvention d'équilibre de l'Etat à liquider" au 31.12.51  
4.879.947.635 F